

# Des populations réfugiées frontalières et leurs impacts, l'exemple de la Guinée forestière. Autres exemples contemporains.

Les conflits internes et les guerres civiles provoquent fréquemment des flux de réfugiés sur les territoires limitrophes où s'installent alors dans l'urgence des camps de réfugiés le long de la frontière.

Lorsque la présence de ces populations réfugiées se prolonge, les pays hôtes invoquent souvent les dégradations environnementales pour négocier avec le Haut commissariat aux réfugiés des Nations unies (UNHCR) les conditions de cet accueil. L'évaluation de l'impact environnemental de ces populations réfugiées se trouve donc au centre d'enjeux importants, et ce d'autant plus que le nombre de réfugiés dans le monde n'a cessé de croître [1].

Évaluer cet impact environnemental en termes quantitatifs n'est pas aisé dans la mesure où ces populations sont souvent mobiles et parfois dispersées sur de grands espaces ou insérées au sein des villages autochtones. De plus, les populations autochtones contribuent aussi, directement ou indirectement, aux dégradations environnementales en employant, par exemple, la main d'oeuvre des réfugiés.

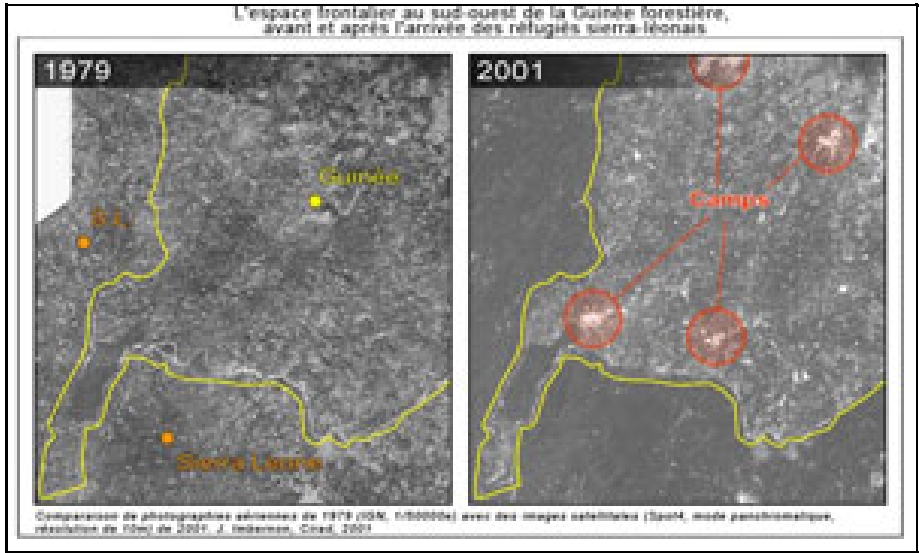
Une étude de 2000-2001 [2] a montré la complexité de cette analyse d'impact et la nécessité d'avoir une vision régionale des conséquences environnementales de ces conflits, bien au-delà de diagnostics localisés autour des camps de réfugiés.

Le Liberia et la Sierra Leone [3] ont été secoués, au cours des années 1990, par de violents conflits armés qui ont entraîné, entre autres effets, un afflux massif de réfugiés en Guinée forestière [4]. D'après les recensements annuels du HCR, la population réfugiée en Guinée était estimée à son maximum en l'an 2000 à près de 410000 réfugiés. Dans ce contexte, l'étude a montré une modification du couvert forestier localisée à la périphérie immédiate des camps de réfugiés libériens et sierra-léonais. Mais elle a également mis en évidence le profit qu'ont tiré les autochtones de l'utilisation de cette main d'oeuvre à faible coût pour s'approprier de nouvelles terres [5].



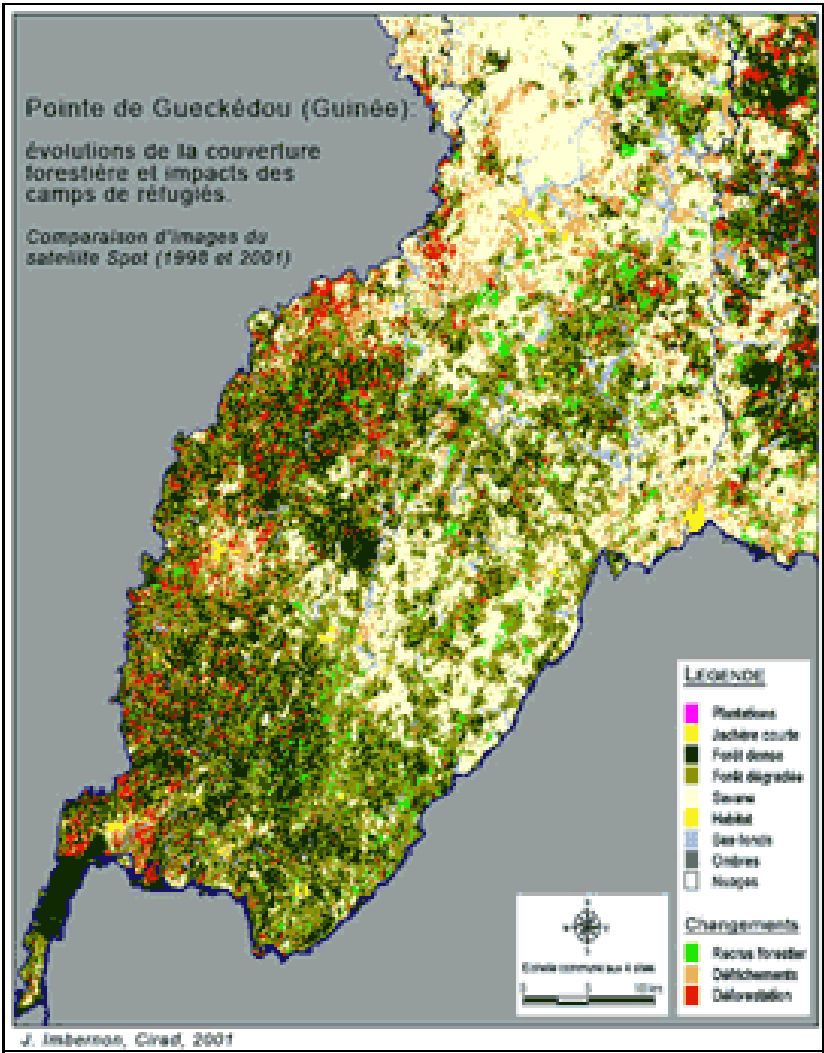
Dans ce type d'étude d'impact, il convient d'être attentif à la question des échelles spatiales d'observation : si, en effet, la dégradation du couvert forestier a été dans certains cas relativement importante autour des camps, elle est apparue beaucoup plus faible dès lors que l'observation portait sur l'ensemble de la Guinée forestière. C'est en observant l'évolution de l'occupation des terres du côté sierra-léonais de la frontière, qu'est apparue une toute autre vision des impacts des populations réfugiées. L'étude a comparé des photographies aériennes de 1979, avant le déclenchement des conflits, avec des images satellitaires de l'année 2001 (documents ci-dessous à gauche) alors que peu de réfugiés étaient encore retournés dans leur pays et qu'il restait environ 178000 réfugiés en Guinée forestière (source : UNHCR).

L'espace frontalier au sud-ouest de la Guinée forestière (pointe de Gueckédou), avant et après l'arrivée des réfugiés sierra-léonais



Ci-dessus : analyse comparée de 59 plans mosaïqués de photographies aériennes IGN de 1979 au 1/50000e et d'une image panchromatique (résolution 10 mètres) de Spot 4 en 2001

À droite : déforestation et défrichements de jachères entre 1998 et 2001 à partir de la classification de deux images du satellite Spot (1998 et 2001). Les camps ont un faible impact sur le couvert forestier et ne sont pas la seule cause des évolutions observées.



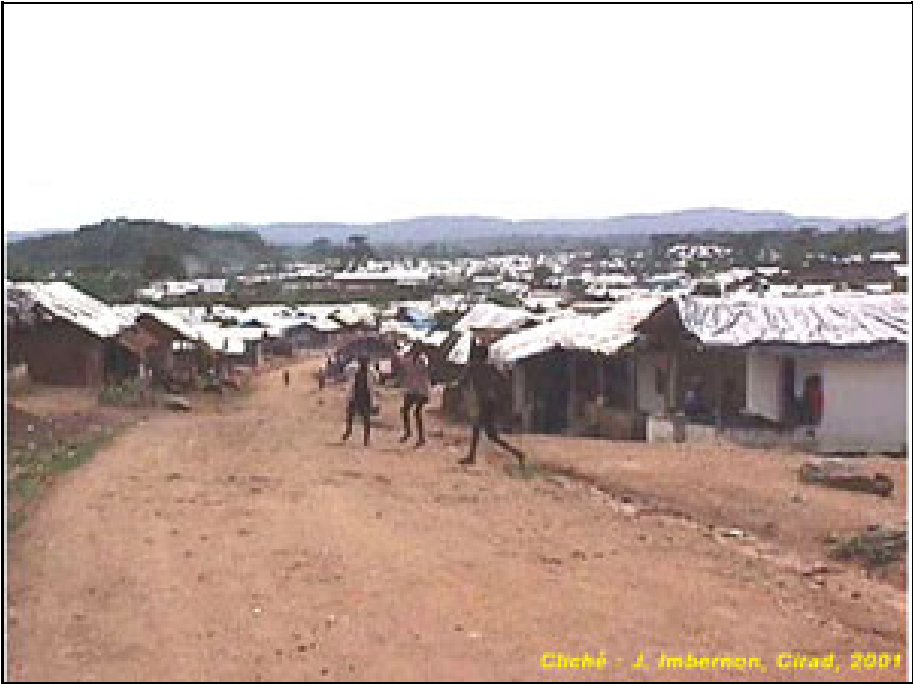
Réalisations : J. Imbernon / Cirad, 2001

On peut constater (document ci-dessus à gauche) qu'en 1979 les paysages de part et d'autre de la frontière ne présentent pas de différence notable : la forêt (gris sombre) apparaît très fragmentée et l'occupation agricole (gris clair) relativement importante. Les structures paysagères à dominante d'occupation agricole paraissent identiques, les forêts n'apparaissant que sous forme de reliquats isolés. La situation est toute autre en 2001, après environ dix ans de conflits, avec deux types de paysages fortement différenciés de part et d'autre de la frontière du fait d'évolutions divergentes.

En Sierra Leone, la forêt s'est refermée et le recru forestier y est estimé à 22,9% de la superficie de l'espace couvert par les photographies aériennes. En Guinée, l'espace est soumis à la fois à un processus de déforestation (8,4% de la surface de la zone) et de régénération forestière (6,6%) résultant de la pratique agricole traditionnelle de culture itinérante sur brûlis. Le solde négatif d'évolution du couvert forestier sur cette période de 22 ans n'est donc que de 1,8% de la superficie de la zone et les observations montrent que cette déforestation est concentrée à la périphérie des camps de réfugiés.



Les camps et leurs impacts sur le territoire

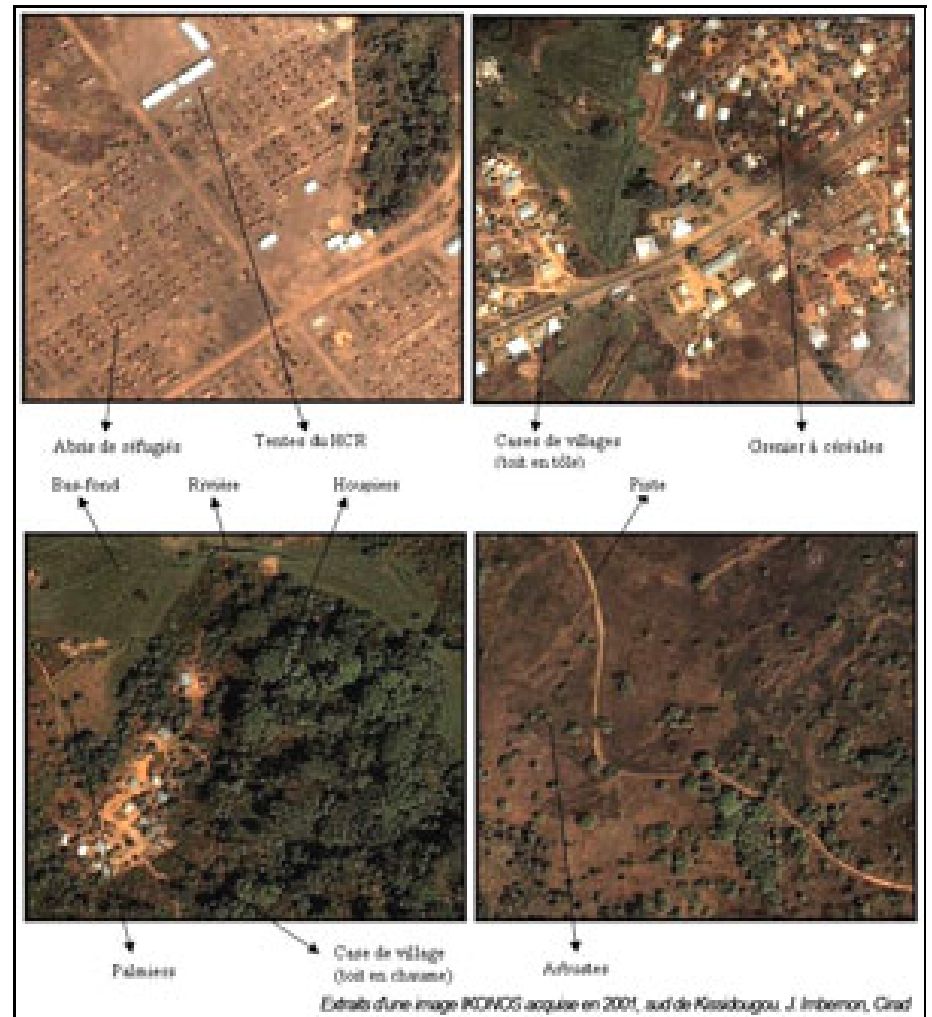




Cliché : J. Imbernon, Gbad, 2001

Clichés J. Imbernon, 2001 :

- Haut, gauche : camp de réfugiés dans la zone de Gueckédou
- Haut, droite : déforestation aux alentours d'un camps de réfugiés vers la pointe de Gueckédou
- Bas, gauche : culture traditionnelle de "riz de côteau" après brûlis



Ci-dessus : lecture d'extraits d'une image IKONOS acquise en 2001, sud de Kissidougou (mode multispectral combiné au panchromatique, rééchantillonnée à 1m de résolution)

Cet "effet frontière" très marqué en 2001 entre la Sierra Leone et la Guinée ne peut s'expliquer que par le départ des populations du territoire Sierra léonais vers les zones d'accueil de Guinée forestière. Il met aussi en évidence la grande capacité de régénération du couvert forestier dans ces régions, dès lors qu'il y a déprise agricole.

Enfin ces observations réalisées de part et d'autre de la frontière montrent qu'à l'échelle régionale la régénération du couvert forestier observée dans les zones de départ des réfugiés a été largement supérieure à la déforestation observée à la périphérie des camps dans les zones d'accueil. Mais, au-delà de ces considérations environnementales, il faut rappeler que les populations réfugiées qui fuient les conflits sont toujours placées dans une situation de grande vulnérabilité et qu'il convient avant tout de leur assurer les droits humains fondamentaux.

#### Des situations évolutives : camps de réfugiés et organisation terrain du HCR en 2005

Depuis la situation observée en 2001, on peut constater, à partir du document ci-contre, que les camps de réfugiés gérés par le HCR dans cette partie de l'Afrique occidentale sont moins nombreux en Guinée et ont disparu de la pointe de Gueckédou.

Par contre on en observe encore un grand nombre en Sierra Leone : ces camps accueillent des réfugiés libériens qui, pour beaucoup, ne souhaitent pas encore regagner le Liberia. On pourra également noter, au sud-ouest de la carte, le dispositif d'accueil des réfugiés en relation avec la crise ivoirienne. [6]



Document du HCR, rapport 2005

#### Notes

[1] En 2006, les données statistiques du HCR (2006 UNHCR statistical yearbook) indiquent : 9,9 millions de réfugiés et 12,8 millions de personnes "déplacées internes" (PDI). L'Agence des Nations Unies pour les réfugiés : [www.unhcr.fr/cgi-bin/txis/vtx/home](http://www.unhcr.fr/cgi-bin/txis/vtx/home) et les données statistiques : [www.unhcr.fr/cgi-bin/txis/vtx/statistics](http://www.unhcr.fr/cgi-bin/txis/vtx/statistics)

Pour retrouver la documentation contemporaine du HCR sur cette région d'Afrique (UNHCR ou ReliefWeb) :

- sur la Guinée : [www.reliefweb.int/rw/dbc.nsf/doc104?OpenFormrc=1cc=gin](http://www.reliefweb.int/rw/dbc.nsf/doc104?OpenFormrc=1cc=gin)
- sur la Sierra Léone : [www.reliefweb.int/rw/dbc.nsf/doc104?OpenFormrc=1cc=sle](http://www.reliefweb.int/rw/dbc.nsf/doc104?OpenFormrc=1cc=sle)

- Guinée : [www.unhcr.org/country/gin.html](http://www.unhcr.org/country/gin.html)
- Sierra Leone : [www.unhcr.org/country/sle.html](http://www.unhcr.org/country/sle.html)

[2] Imbernon, J. - *Environmental Assessment and monitoring methods for refugee ? hosting areas. End of project report*. UN Refugee Agency ? UNHCR, Geneva, Switzerland. 120p., 2004

[3] Le conflit régional des années 1980 au début du XXI<sup>e</sup> siècle est principalement la conséquence de la politique conduite par Charles Taylor et ses alliés ainsi que des luttes pour le contrôle des zones diamantifères et autres ressources naturelles au Liberia et en Sierra Leone. À la tête du *National Patriotic Front of Liberia* (NPFL) à la fin des années 1980 puis élu président du Liberia en 1997, Charles Taylor fit régner la terreur et alimenta les guerres civiles qui ont fait environ 500000 morts au Liberia et en Sierra Leone entre 1989 et 2003.

En 1989, Foday Sankoh, après avoir été deux ans "lieutenant" de Charles Taylor et avec son soutien, prit la tête du Front révolutionnaire uni (RUF) en Sierra Leone où il déclenche, en 1991, la lutte armée principalement pour contrôler les zones diamantifères. Ces troupes se distinguaient par leur extrême cruauté, amputant les civils et recrutant de force des enfants soldats par exemple.

La paix reviendra progressivement au Sierra Leone avec la présence de la Force ouest-africaine d'intervention (Ecomog) puis de la Mission des Nations Unies en Sierra Leone (Minusil) à partir de 2000. On considère que la guerre civile en Sierra Leone prend fin en 2003.

Ces années de guerres expliquent l'exode massif des populations vers les pays limitrophes. Après la fin des conflits, les opérations de rapatriement furent organisées par le l'UNHCR et ont permis le rapatriement et la réintégration de 270 000 sierra-léonais entre 2001 et 2004.

Au Liberia, après le départ de Charles Taylor en 2003, une transition politique sous contrôle étroit de l'ONU a permis, fin 2005, l'élection démocratique d'Ellen Johnson Sirleaf, première femme élue présidente d'un pays en Afrique.

C'est pour ses crimes en Sierra Leone que Charles Taylor fut arrêté fin mars 2006 au Nigeria pour comparaître devant le Tribunal spécial pour la Sierra Leone (TSSL). Il est "visé par onze chefs d'inculpation de crimes de guerre, crimes contre l'humanité et d'autres graves violations du droit international humanitaire dont meurtre de masse, mutilations, viol, esclavage sexuel et recours aux enfants soldats".[www.aidh.org/Justice/lib-proces01.htm](http://www.aidh.org/Justice/lib-proces01.htm)

[4] La Guinée se divise en quatre régions naturelles assez homogènes : au sud-est, la Guinée forestière ; au nord-est, la haute Guinée ; au centre, la moyenne Guinée ; au sud-ouest, la Guinée maritime. La Guinée forestière correspond à l'extrémité occidentale de la grande forêt humide guinéo-congolaise. Cette région naturelle correspond à 7 préfectures : Kissidougou, Gueckédou, Macenta, Beyla, Lola, N'Zérékoré et Yomou.

[5] Les modes d'attribution du foncier dans la région varient selon les ethnies. Cependant on retrouve pratiquement toujours un chef de terre, descendant de la famille fondatrice du village. C'est à cette famille qu'appartient tout le territoire. La terre est ensuite transmise par héritage aux descendants, ou donnée à ceux qui viennent ensuite s'installer (souvent les neveux ou les "beaux", c'est-à-dire les beaux frères). Ces derniers deviennent propriétaires par "droit de hache" (ou premier défrichement) et pourront à leur tour transmettre leur terre par héritage. Cependant le fond de terre ne leur appartient pas vraiment en propre mais reste propriété de la famille fondatrice. Des terres peuvent être prêtées, généralement pour une durée déterminée, gratuitement, même si le bénéficiaire donne souvent des cadeaux au prêteur. A priori les jachères reviennent au village. Lorsqu'un étranger cherche à s'installer, il doit trouver un tuteur, c'est-à-dire une personne intermédiaire entre lui et le chef de terre. C'est le tuteur qui lui prête de la terre pour cultiver. D'autre part, tout étranger qui veut cultiver dans le territoire villageois doit construire une maison dans le village: c'est signe qu'il en fait vraiment partie et qu'il doit en partager aussi les contraintes.

En complément, un article d'Audrey Fromageot (nouvelle fenêtre) : [Agriculture et conflits en Côte d'Ivoire : terroirs maraîchers, territoires disputés](#)

[6] Pour prolonger, compléter (dossier "Afrique, territoires et conflits", nouvelle fenêtre) :

- un article de Luc Cambrézy, [Les camps de réfugiés du Kenya, des territoires sous contrôle](#)
- un article de Christian Bouquet, [La crise ivoirienne par les cartes](#)



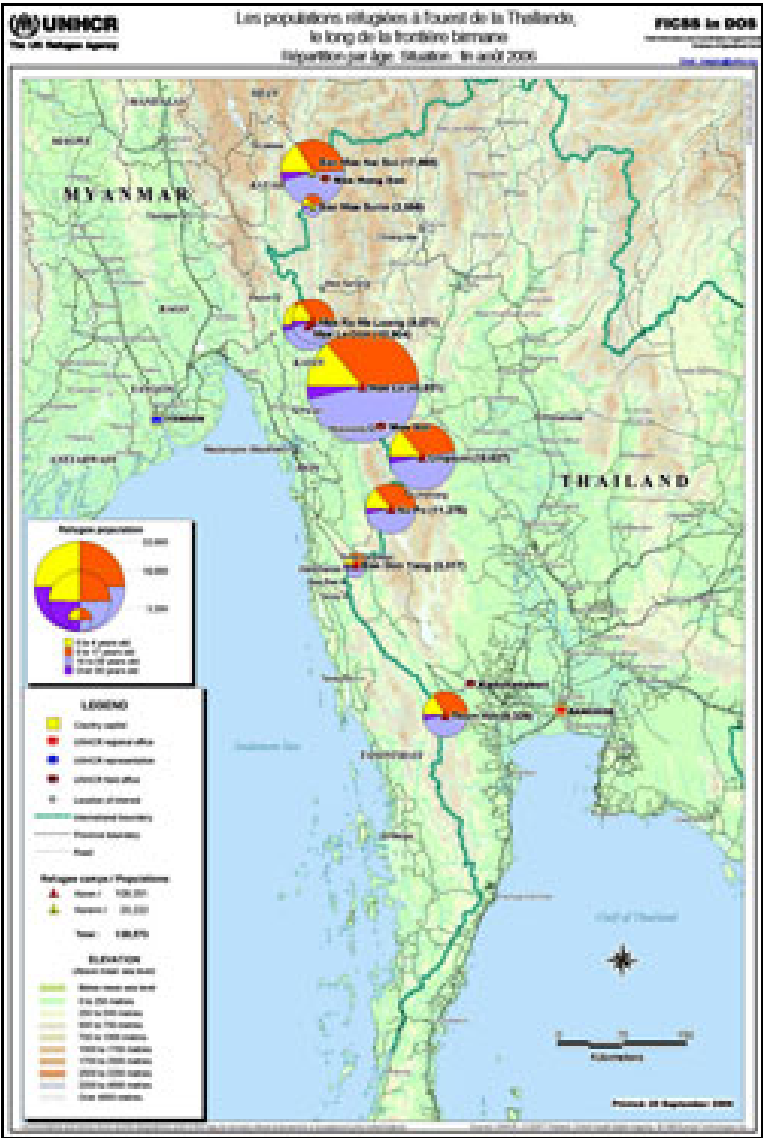
## Enquêteur, s'informer sur d'autres situations contemporaines

Les documentations des organisations internationales et des médias autorisent l'étude et le suivi de situations comparables. Quelques suggestions de ressources en ligne et quelques exemples autour de deux situations : celle de l'est du Tchad à la frontière soudanaise et celle de l'ouest de la Thaïlande, à la frontière de la Birmanie (Myanmar). Il est possible d'observer les territoires concernés en utilisant Google Earth.

**Populations réfugiées dans les camps de l'est tchadien**

**Populations réfugiées de l'ouest thaïlandais. Répartition par âge**

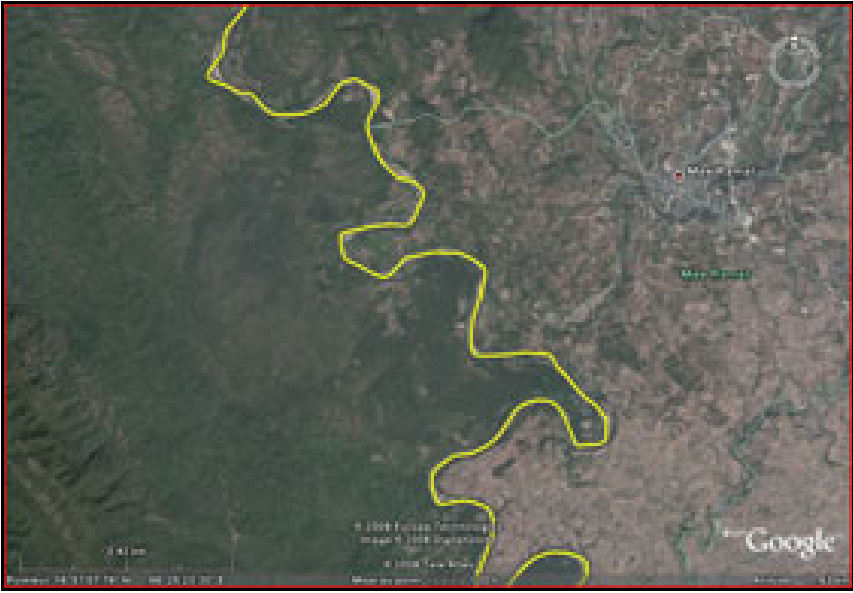




Google Earth : le camp de Forchana (Farchana) sur l'axe El Geneina - Abéché



Google Earth : la frontière entre la Thaïlande et la Birmanie (Myanmar) à la hauteur de Mae Ramat



Le contraste de densité d'occupation du sol et de défrichement forestier est ici frappant.

Pour se rendre directement sur les lieux, les fichiers .kmz :



Mae Ramat, Thaïlande



Forchana (ou Farchana), Tchad

- Voir aussi un article de Marc Lavergne : [Darfour, impacts ethniques et territoriaux d'une guerre civile en Afrique](#)
- Reliefweb, documentation du HCR :
  - ♦ sur le Tchad : [www.reliefweb.int/rw/dbc.nsf/doc104?OpenFormrc=1cc=tcd](http://www.reliefweb.int/rw/dbc.nsf/doc104?OpenFormrc=1cc=tcd)

- Sur le site de l'UNHCR :
- Tchad : [www.unhcr.org/country/tcd.html](http://www.unhcr.org/country/tcd.html)
- Myanmar : [www.unhcr.org/country/mmr.html](http://www.unhcr.org/country/mmr.html)
- Thaïlande : [www.unhcr.org/country/tha.html](http://www.unhcr.org/country/tha.html)
- Tchad / Soudan (Darfour) : [www.unhcr.org/chad.html](http://www.unhcr.org/chad.html)

*Jacques Imbernon, CIRAD / ENS-LSH,*

*compléments documentaires et mise en page web : Sylviane Tabarly,*

*pour Géoconfluences, le 15 juin 2008*



Retour haut de page

Mise à jour : 11-03-2008

---

Copyright ©2002 Géoconfluences - DGESCO - ENS de Lyon - Tous droits réservés, pour un usage éducatif ou privé mais non commercial